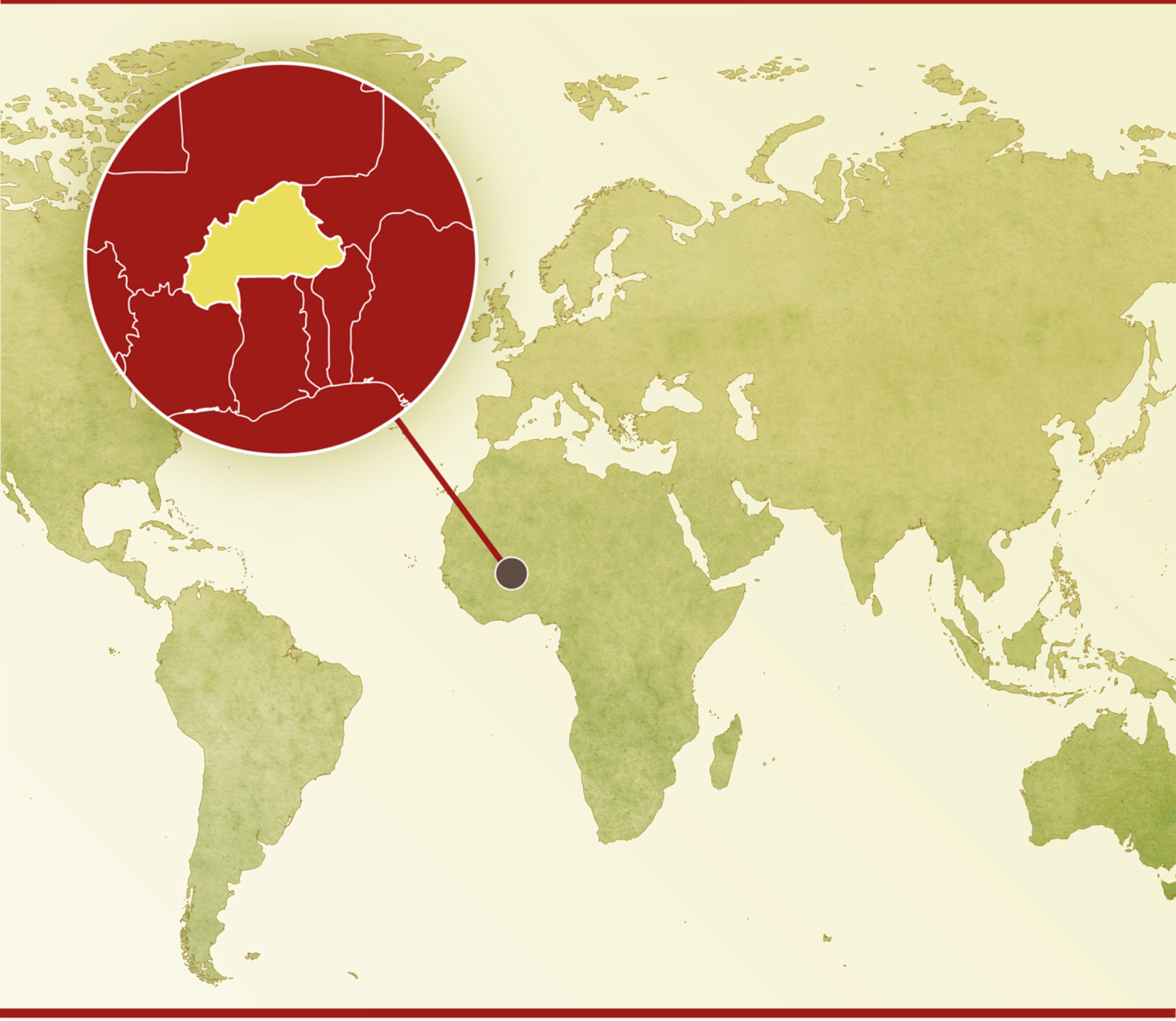
BURKINA FASO

La violence contre les services de soins de santé en temps de conflit

2024



SAFEGUARDING HEALTH IN CONFLICT

Insecurity Insight
Data on People in Danger

Burkina Faso

INCIDENTS SIGNALÉS ET PRÉOCCUPATIONS LES PLUS FRÉQUENTES		
INCIDENTS SIGNALÉS	INCIDENTS OÙ DES FOURNITURES MÉDICALES ONT ÉTÉ PILLÉES	PROFESSIONELS DE SANTÉ TUÉS
2024		
22	**6**	**5**
2023		
51	**21**	**8**
2022		
66	**14**	**4**

Source: 2022-2024 BFA SHCC Données sur les soins de santé

VUE D'ENSEMBLE

La Safeguarding Health in Conflict Coalition (SHCC) a recensé 22 incidents de violence ou d'obstruction aux soins de santé au Burkina Faso en 2024, contre 51 en 2023 et 66 en 2022. Lors de ces incidents, cinq professionnels de santé ont été tués, et des fournitures médicales ont été pillées. Le nombre réel d'incidents et la gravité du problème sont probablement bien plus élevés.

- Les attaques contre les soins de santé, ainsi que la violence et l'instabilité généralisées, ont exacerbé les faiblesses du système de santé du pays.
- Des professionnels de la santé ont été tués parce qu'ils étaient accusés de collaborer avec les combattants du JNIM.
- Près d'un établissement de santé sur trois a été affecté par la violence, avec des centaines fermés ou fonctionnant à capacité minimale.

Les informations sur les incidents de violence contre les soins de santé au Burkina Faso sont compilées à partir des mécanismes de partage de données des agences d'aide, de projets d'information et de sources ouvertes. Voir Méthodologie pour plus d'informations.

Rapport complet (anglais) | Résumé exécutif | Méthodologie | Données

Burkina Faso

LE CONTEXTE

Le Burkina Faso est confronté à des insurrections armées depuis plus d'une décennie, et celles-ci ont perduré en 2024. Bien que la violence signalée ait légèrement diminué par rapport à l'année précédente, elle est restée à des niveaux élevés, en particulier dans les moitiés sud et est du pays, notamment dans les régions de la Boucle du Mouhoun, de l'Est et du Sahel.[1] Après le coup d'État de 2022, les dirigeants militaires du pays sont restés au pouvoir en 2024 et ont prolongé leur mandat de cinq ans.

Les groupes insurgés islamistes Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM) et la Province du Sahel de l'État islamique (ISSP) ont conservé le contrôle de vastes zones du territoire et ont continué d'imposer des blocus dans les zones urbaines. Les membres de ces deux groupes ont été accusés de massacres de civils, tandis que les forces gouvernementales ont exécuté sommairement des centaines de civils dans le cadre d'une répression plus large contre les personnes soupçonnées de collaborer avec des groupes armés islamistes.

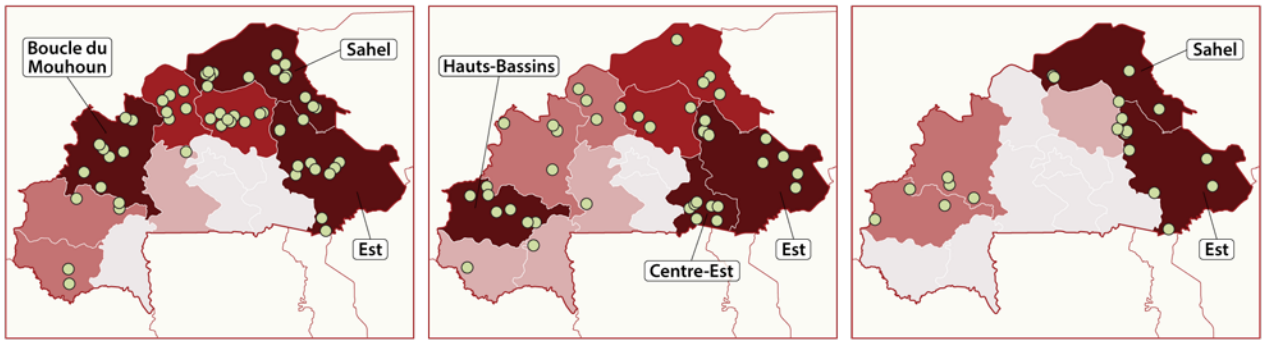
Environ deux millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays, et 6,3 millions de personnes avaient besoin d'une aide humanitaire.

VIOLENCE OU ENTRAVE AUX SOINS DE SANTÉ EN 2024

En 2024, des violences ou des entraves aux soins de santé ont été signalées dans cinq régions du Burkina Faso, mais principalement dans les régions de l'Est et du Sahel. La plupart des incidents ont touché des prestataires de soins de santé travaillant dans des structures sanitaires nationales, et trois d'entre eux ont touché une ONGI.[2]

Lieux connus des incidents signalés affectant les soins de santé au Burkina Faso, 2022-2024

En 2024, des violences ou des entraves aux soins de santé ont été signalées dans cinq régions, mais principalement dans les régions de l'Est et du Sahel.



Source: Coalition pour la sauvegarde de la santé dans les conflits

Des combattants du JNIM armés de fusils ont été impliqués dans la plupart des incidents. Ils ont incendié des centres de santé, tué, enlevé et menacé des agents de santé et, à une occasion, ont tiré des obus en direction d'une ville, touchant le toit d'un centre de santé et blessant une infirmière.[3] Les combattants de l'ISSP ont enlevé une infirmière à un poste de contrôle illégal dans la région du Sahel ; son sort ultérieur n'a pas été enregistré.[4]

Burkina Faso

Des rapports suggèrent que les forces armées burkinabées ont été impliquées dans l'assassinat de deux professionels de santé, dont un membre du personnel d'une ONGI, après qu'ils aient été accusés de collaborer avec des militants du JNIM dans les régions de l'Est et du Sahel.[5]

Un engin explosif improvisé (EEI) non identifié a été trouvé dans la cour d'un centre de santé et a été désamorcé en toute sécurité.[6]

Cette fiche d'information est basée sur les données de soins de santé 2022-2024 de la BFA SHCC. Téléchargez les données ici ou sur le Humanitarian Data Exchange (HDX).

Professionnels de santé tués

Cinq agents de santé ont été tués dans quatre incidents en 2024. Les victimes comprenaient un gérant de pharmacie, une infirmière et d'autres membres du personnel de santé, tués dans des villes et villages des régions de la Boucle du Mouhoun, de l'Est et du Sahel. Outre les agents de santé susmentionnés tués pour collaboration présumée avec le JNIM, d'autres agents de santé ont été tués lors d'attaques aveugles, comme l'enlèvement et le meurtre d'un gérant de pharmacie lors d'un assaut du JNIM contre un bus public dans la province de Gnagna.[7]

Fournitures médicales pillées

Des fournitures médicales vitales ont été pillées dans des établissements de santé à au moins six reprises en 2024. Tous les incidents signalés impliquaient des combattants du JNIM, généralement armés de mitrailleuses, d'AK-47 et d'autres armes à feu, qui ont pillé des médicaments et d'autres fournitures médicales dans des centres de santé, des dépôts pharmaceutiques et des pharmacies. Les pillages ont eu lieu dans le cadre d'assauts plus vastes impliquant des victimes civiles et la destruction de biens.

Autres incidents

Le 17 juillet, le bureau d'une ONGI dans la ville de Djibo a été attaqué par des tirs d'armes à feu, un poste de santé avancé a été incendié, un centre médical soutenu par l'ONGI a été vandalisé, et deux sites de distribution d'eau ont été pris pour cible, mettant en péril les soins médicaux et l'accès à l'eau potable dans un contexte de crise sécuritaire plus large.[8]

RÉACTIONS DES RÉSEAUX SOCIAUX À L'ATTENTAT DE DJIBO

Six jours après les attaques coordonnées à Djibo le 17 juillet 2024, qui comprenaient le vandalisme d'un poste de santé au cours duquel des membres du groupe armé ont volé du matériel médical, une vidéo diffusée sur X a prétendument montré des membres du JNIM en train d'utiliser l'appareil à ultrasons qui aurait été pris dans le poste de santé. La vidéo a atteint environ 26 200 utilisateurs de X et a généré 254 interactions, dont beaucoup contenaient des informations trompeuses ou hostiles.

De nombreux commentaires sur les réseaux sociaux ont déformé l'incident, accusant l'ONGI d'aider délibérément les groupes armés. Les déclarations suivantes ont été faites :

- *"[les OING] sont des complices terroristes".*
- *"Ils utilisent l'argent du contribuable pour acheter des équipements qui finissent avec les terroristes. "*
- *"Toi tu la source de Fake news. Toi même tu es un terroriste".*

Les allégations non fondées de ce type contribuent à nuire à la réputation et peuvent compromettre la sécurité du personnel humanitaire. Le 2 septembre 2024, un chauffeur de l'ONGI en question a été tué par les forces burkinabè à Djibo, après avoir été accusé de collaborer avec des groupes armés. Les motifs n'ont pas pu être vérifiés de manière indépendante, mais l'incident illustre l'impact potentiel sur le monde réel de la désinformation en ligne, dans laquelle les soins de santé sont bien trop souvent dépeints comme complices du terrorisme, légitimant ainsi la poursuite de la violence.

En octobre 2024, l'ONGI en question a annoncé son retrait de certaines régions du Burkina Faso en raison de la détérioration des conditions de sécurité et des menaces croissantes qui pèsent sur son personnel. L'organisation a souligné qu'en l'absence d'assurances sur la sécurité de ses équipes, elle n'était plus en mesure d'opérer efficacement dans les zones touchées, laissant un nombre croissant de personnes sans accès aux soins de santé.

L'IMPACT DES ATTAQUES SUR LES SOINS DE SANTÉ

En 2022, le Burkina Faso se situait au neuvième rang mondial pour l'indice de développement humain, les dernières données disponibles indiquant qu'il n'y avait qu'un médecin pour 10 000 habitants, ce qui est inférieur au ratio de 1 recommandé par l'OMS médecin pour 1 000 habitants. Les attaques contre les soins de santé, ainsi que l'instabilité et la violence généralisées, ont gravement affaibli le système sanitaire du pays.

Selon le Cluster Santé du Burkina Faso, 424 formations sanitaires (17,7% du total) étaient fermées et 309 formations sanitaires (12,9% du total) fonctionnaient au niveau minimum à la fin du mois d'août 2024. Les régions de la Boucle du Mouhoun, du Centre-Nord, du Nord et du Sahel ont été les plus touchées et ont connu des niveaux de violence parmi les plus élevés du pays en 2024.[9]

Burkina Faso

Les attaques ciblant les soins de santé et l'insécurité ont directement compromis le fonctionnement du système de santé burkinabè. Après les tirs ayant touché des établissements de santé à Djibo en juillet 2024 — dans le prolongement d'attaques similaires en novembre 2023 —, le nombre de professionnels de santé dans le district sanitaire concerné a diminué, plusieurs ayant quitté leur poste. Plusieurs mois plus tard, en octobre 2024, des services de santé étaient encore suspendus.

> *Après les tirs ayant touché des établissements de santé à Djibo en juillet 2024 — dans le prolongement d'attaques similaires en novembre 2023 —, le nombre de professionnels de santé dans le district sanitaire concerné a diminué, plusieurs ayant quitté leur poste.*

La fermeture de ces établissements accentue la pression sur ceux qui restent ouverts, en raison de l'augmentation du nombre de patients s'y rendant. Cela crée de nouveaux obstacles à l'accès aux soins à travers le pays. D'après les enquêtes menées par REACH entre juin et août 2024, environ deux tiers des ménages dans la province d'Oudalan (région du Nord) et dans la province de Loroum (région du Sahel) déclaraient des délais d'attente prolongés pour accéder aux services de santé.

1 Armed Conflict Location & Event Data project (ACLED) database attribution policy, https://acleddata.com/privacy-policy/ (consulté le 26 février 2025).
2 Aperçu sur l'insécurité. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2024 Report Dataset (en anglais) : 2022-2024 BFA SHCC Health Care Data (données sur les soins de santé). Numéros d'incidents 81247 ; 62942 ; 62940.
3 Aperçu sur l'insécurité. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2024 Report Dataset (en anglais) : 2022-2024 BFA SHCC Health Care Data. Numéro d'incident 79531.
4 Aperçu sur l'insécurité. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2024 Report Dataset (en anglais) : 2022-2024 BFA SHCC Health Care Data. Numéro d'incident 92384.
5 Aperçu sur l'insécurité. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2024 Report Dataset (en anglais) : 2022-2024 BFA SHCC Health Care Data. Numéros d'incidents 81247 ; 79499 ; 79498.
6 Aperçu sur l'insécurité. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2024 Report Dataset (en anglais) : 2022-2024 BFA SHCC Health Care Data. Numéro d'incident 84323.
7 Aperçu sur l'insécurité. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2024 Report Dataset (en anglais) : 2022-2024 BFA SHCC Health Care Data. Numéro d'incident 86131.
8 Aperçu sur l'insécurité. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2024 Report Dataset (en anglais) : 2022-2024 BFA SHCC Health Care Data. Numéros d'incidents 62942 ; 62941 ; 62940.
9 Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) database attribution policy, https://acleddata.com/privacy-policy/ (consulté le 26 février 2025).

SAFEGUARDING HEALTH IN CONFLICT

La Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit *(Safeguarding Health in Conflict – SHCC)* rassemble plus de 40 organisations non-gouvernementales et a pour objectif de protéger les travailleuses et travailleurs humanitaires ainsi que les services de santé menacés dans les contextes de guerre ou par les troubles civils. Nous sensibilisons le public aux attaques contre les soins de santé au niveau mondial et nous exerçons un plaidoyer auprès des agences des Nations Unies pour qu'elles mettent en place des mesures plus importantes de protection des soins de santé au niveau mondial. Nous surveillons les attaques, renforçons les normes universelles relatives au respect du droit à la santé et nous exigeons que les auteurs de ces actes rendent des comptes.
www.safeguarding-health.com

La Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit
615 N. Wolfe Street, E7143, Baltimore, MD 21205
SHCC administrator, safeguardinghcc@gmail.com